

TERRAINS SENSIBLES: STRATÉGIES ET PROJETS D'INTERVENTION

Jacques Pain
(Université de Paris X- Nanterre)

Resumen

La problemática de la globalización domina la cuestión de los 'Territorios Sensibles', en particular en "la ciudad". Aunque en el siglo 21, la distinción entre Campo y Ciudad está en vías de quedarse obsoleta. Un territorio sensible es un territorio en el margen social, "sobre-específico", es decir marcado por su gran juventud, su paro y su precariedad, por el fracaso social y escolar, y una estigmatización durable. La identidad sensible es una etiqueta declarada. ¿Intervenir? Se puede hacer mediante una prevención societal a largo plazo, por una intervención en redes sociales a medio plazo, mediante una remediación a corto plazo a partir de los actores, las instituciones, las "figuras" locales. Nosotros nos apoyaremos sobre un estudio de "caso urbano": las "revueltas" de Cliché sous Bois (Paris IDF, 2005).

Palabras clave: Territorios Sensibles, Estigmatización, "Sobre-especificidad", Crisis, Intervención / Prevención..

Abstract

The problem of globalization dominates the question of the «Perceptible Grounds», in particular concerning «the city». But in the 21st century, the distinction City/Countryside is soon obsolete. A Perceptible Ground is a territory in the social margin, «surspécifique», marked by its large amount of young members, its unemployment and its precariousness, by social and school failure, and a sustainable stigmatization. The Perceptible identity is a declared label. To intervene? We can do so by social prevention, in the long term, by a prevention in medium-term social networks, by a short-term remediation from the actors, the institutions, the local leaders. We shall lean on a study of «urban case»: the «riots» of Clichy sous Bois (Paris IDF, on 2005).

Keywords: Perceptible Grounds, Stigmatization, «Surspécificité», Crisis, Prevention

Comprendre la problématique de la mondialisation aujourd'hui nécessite de suivre la construction de la ville, de l'urbanisation contemporaine, car la ville est l'acteur central de la mondialisation. À peu près tous les chercheurs sont d'accord pour le dire.

Yves Pedrazzini (2005) nous dit que la violence urbaine est en fait une «tactique de pauvres». Il cite Loïc Wacquant, bien connu en France, qui va jusqu'à dire, lui, que l'urbanisation est une «décivilisation». En effet, dans le contexte de la mondialisation, on peut entendre l'urbanisation comme une décivilisation fragmentée, cassée, de la vie sociétale, une segmentation des subjectivités. Qui n'engageraient plus rien du collectif ou du sociétal tel que à la fois les philosophes et les grands moralistes ont pu les penser depuis deux mille ans. Entre les «hypervilles» et les «mégacités», on ne sait plus à quelles références se vouer, tant que l'on postule un sens rationnel et a priori humain à la ville. Mais il est clair, comme l'écrit Pedrazzini, qu'il n'y a pas de métropoles sans violences. Il avance d'ailleurs une thèse intéressante, présente à des degrés divers chez d'autres, Wacquant, Mike Davis, ou encore Rifkin, ou Stiglitz. «Inversement, affirme t'il, ce n'est pas la violence qui divise la ville, au contraire la ville est unifiée par la violence». Finalement, la violence serait «l'ultime projet urbain, un projet paranoïaque».

Attardons-nous sur ce qu'il entend par violence. La violence pour lui est un mode de relation extrême, en somme de contexte, et nous le suivrons là-dessus. Mais ce mode de relation extrême, extrémisé, est aujourd'hui, par la mondialisation, proximisé. Rien de tel que la ville pour parquer plus que rassembler les fragmentations, les individualités, les intérêts divergents, et les mettre en implosion dans une dynamique de laboratoire mal géré, le laboratoire social de la ville hypermoderne!

Il importe à présent de lire la mondialisation sans rien oublier de sa puissance ni de ses excès.

Rien de négatif dans tout cela. Juste un constat lucide en introduction de nos propos.

Le terrain *sensible* fait partie de la ville. Encore que nous n'allons pas nous enfermer dans une vision duelle de la ville, inspirée du rat des villes et du rat des champs des fables de La Fontaine, et parler ici du psychosociologue de la ville, et du psychosociologue des champs! Assurément, pour le meilleur et pour le pire, la mondialisation est urbaine et sensible.

Dans les champs, il s'en passe tout autant. Mais on en parle moins et le problème est moins concentré, moins dense, puisque c'est l'essence de la ville de se concentrer et de se densifier selon des logiques d'intérêts «privés». Il va sans dire aussi que des villes pensées autrement – ce que nous préconisons à Paris X-Nanterre, dans le master CITS*–, sont tout à fait concevables. En lien avec le mouvement des «villes éducatrices», des villes qui ont fait le choix politique du sociétal, du réseau intégré de relations, du collectif minimum, on peut voir les choses autrement.

Nous sommes sans cesse dans la tentation alternative, et il faut échapper à cette structure duelle de l'interpellation, et de la qualification. Rien du social n'est tout noir ou tout blanc, le gris et les nuances, le métissage y ont leur place.

Les couleurs sont sensibles elles aussi.

La notion de terrain sensible

Comme nous le dit bien Alain Vulbeau, «Le qualificatif sensible a plus d'un sens dans son sac», puisqu'il y a deux courants principaux de signification.

Un premier courant de sens distingue trois niveaux: la capacité de sensations et de perception, comme on pourrait le dire du côté de la souffrance d'un point névralgique; la capacité de vie affective intense, qui renvoie à l'émotivité ou qui caractérise les personnes impressionnables ; le fait de se laisser toucher, d'être réceptif, être sensible à, ou, techniquement, de réagir au contact- comme les plaques sensibles des appareils de haute précision.

Un second groupe de sens qualifie de sensible d'une part ce qui peut être identifié par les sens, et d'autre part ce qui est éventuellement de taille suffisante pour être perçu et qui de ce fait revêt une importance non négligeable.

La notion de terrain sensible conjugue donc le terrain, le territoire, quelque chose de l'ordre du concret, de la vie quotidienne, avec le sens et la sensibilité, quelque chose qui frappe l'émotion. Quand on se trouve dans des lieux, ou dans des ambiances difficiles, nous connaissons bien cette légère dose d'angoisse qui nous habite, et

* Le département de Sciences de l'Éducation de l'Université Paris 10-Nanterre, et son secteur de recherche «Crise, École, Terrains sensibles, propose depuis 4 ans un Master «Cadres d'Intervention en Terrains Sensibles» (CITS).

qui fait que nous sommes d'un coup «sensibles». Pratiquement photo, radio, vidéo-sensibles, disons ethno-sensibles, à ce qui est en train de se jouer dans les lieux où nous nous trouvons, où nous venons d'accéder.

Nous sommes dans cette dimension du rapport et du coefficient angoisse/émotion, que je situe comme première grande lecture subjective de la relation et des situations. Si l'angoisse est trop forte, l'émotion domine et crypte la situation. Un terrain sensible – et l'on peut prendre là aussi l'acception à la fois au sens ethnologique, aux sens médical, psychiatrique, biologique, sociologique – nous avons, à chaque fois qu'il y a cette sensibilité, une photographie qui s'effectue, mais de l'intérieur et de l'extérieur, c'est-à-dire une hyper lecture émotionnelle «double» qui se met en place. C'est ce qui va caractériser les terrains sensibles dans l' «opinion way».

La notion n'est apparue qu'avec les Zones Urbaines Sensibles, puis les Quartiers Sensibles, au début des années 90. Pour ma part, je n'ai jamais été hostile à ces appellations, pour d'autre stigmatisantes, puisque, comme on vient de le voir, elles sont porteuses en fait d'une grande fierté, d'une grande force. Les seuils de projection insécuritaire fonctionnent au rythme des médias, et sont toujours à prendre en compte, mais le terrain sensible est à la fois une hyper lecture, et un hyper lecteur de l'essentiel de l'urbain. Nous l'avons vu depuis le départ du master «sensible» nanterrien, avec tous ces jeunes et moins jeunes de la grande banlieue, écrasés par le système. Ils se trouvaient sensibles à tel point qu'ils accourraient en nombre à ces cours, non seulement pour entendre, mais pour reprendre leur histoire, la théoriser, la métaboliser. Sans doute aussi pour la mettre de côté, juste à côté, et la dépasser en l'intégrant dans une vie à la fois universitaire, une vie de recherche, et une vie de professionnel. C'est là l'avenir de ces ghettos, de ces squats, camps, zones, dans lesquels cinq à six millions de personnes vivent. Ils regroupent bien sûr les sans-papiers, les SDF, les réfugiés, comme le montrent les dernières études, mais tout simplement les habitants du tout-venant, les pauvres qui travaillent, salariés à la limite de la déchéance, et toute une partie de cette population qui ne trouve nulle part l'ascenseur social qui leur permettrait de vivre correctement et calmement leur précarité. Nos étudiants ont choisi de théoriser leur histoire, de la dépasser, pour apprendre et comprendre en quoi ce terrain sensible – et c'est là aussi, dans la dimension de la notion, sur ce quoi il faut insister – est un terrain «psychiquement» sensible. Reprenons les raps, mais bien avant eux, les chansons sur la banlieue, sur ces lieux qui sont des points de repères identitaires «en béton». Même une cage en béton fait foi de lieu humain.

On peut imaginer facilement que les terrains sensibles ont en partie généré des identités sensibles. Il est simple de saisir que le terrain sensible est le paradigme de la «mondial société», et qu'il faut raisonner à un autre stade maintenant, puisque les pays eux-mêmes sont désormais des terrains sensibles. En effet, le terrain sensible se caractérise avant tout par la sensibilité de sa jeunesse, ou la présence massive d'une jeunesse sensible, en ce qu'elle est moins que d'autres au travail, moins que d'autres sollicitée, moins que d'autres respectée, moins que d'autres attendue. Les jeunes sont les «amérindiens» occidentaux de la crise.

Aujourd'hui, on pourrait parler de «planète sensible». La terre elle-même est sensible, le monde est sensible, mais oui, on le voit bien, avec ces crises qui bouleversent jusqu'à la violence politique des nantis. La civilisation de crise tient structurellement de l'économie libérale générique.

Un autre intérêt de la notion de terrain sensible, tel que nous l'avons pensée en 93, c'est qu'elle radicalise «le» politique, au sens de Gérard Mendel. Ce que n'ont pas compris un certain nombre de partis politiques d'ailleurs, c'est qu'elle épure la prise de

position: par rapport aux problèmes sociaux et mondiaux ; par rapport aux problèmes éthiques de respect de la vie humaine. Eclatant les appareils institutionnels, elle impose l'impératif régalien d'une micro éducation, dans toutes les institutions. Mais pas une didactique de la servitude, ni un prêche confessionnel ou laïque, un travail de mise en situation civique et politique dès la petite enfance, tout comme maintenant on préconise la philosophie à l'école maternelle. Nous en sommes partisan, de cette «démocratie d'apprentissage». L'éducation passe par cette philosophie et cette politique à l'école et dans les institutions. On se contente toujours d'insister en France sur ce qui participe de l'enseignement magistral, de ce que l'on va entendre et de ce que l'on veut entendre de l'autre, et de son savoir, comme si les uns savaient et les autres non. Et l'on fait totalement l'impasse sur la mise en situation actrice, sur les pédagogies actives qui ont fait leurs preuves dans les pays du Nord, dans l'Europe du début du siècle et du milieu du siècle, et dans d'autres pays des cinq continents.

En outre, la notion de terrain sensible radicalise la recherche. Ce fut la grande découverte de l'École de Chicago. L'École de Chicago et ses sociologues n'auraient pas ouvert la démarche sans cette mégacité violemment urbanisée, à la fois par l'économie de marché, la moralisation des populations serviles, et les gangs, ces syndicats et actionnaires de la mondialisation. La sociologie de la ville a été générée de fait par une situation en vraie grandeur. La position du chercheur «inventée» par l'École de Chicago est une sociologie active des circonstances: car comment observer sans y être, sans en être, sans se mettre dans la peau de l'autre?

Il faut y être. Enfin, que certains y soient, dans un dispositif en spirale, du terrain au groupe de recherche. Heureusement, un certain nombre de chercheurs ont compris les enjeux épistémologiques des Sciences Humaines. Approcher du sensible, c'est «faire avec» la violence, et la retourner en «analyseur».

Psychosociologie du terrain sensible

Je reviendrai tout d'abord sur un concept que j'avais développé il y a déjà vingt ans, la «surspécificité».

Ces banlieues, ces quartiers, on peut en repérer les prémies jusqu'au cœur ou à la marge des quartiers chics, ou dans certains ensembles urbains bon chic bon genre à présent surprotégés.

La surspécificité tient à plusieurs critères. Elle est sensible, c'est-à-dire qu'on la sent, «à vue de nez», elle est visible, sinon visible du moins elle va elle-même s'auto désigner, se montrer. Elle tient d'une évidence sociale, qui frappe ces terrains sensibles, le chômage, ou, en période de croissance, le sous-emploi ou l'emploi sélectif. Et en particulier le chômage des jeunes, dont tous les sociologues aujourd'hui soulignent la hauteur depuis quinze à vingt ans. Le chômage des jeunes en France est quelque chose d'inégalé. Le retard des jeunes sur le marché du travail, la place des jeunes dans la société, laisse plus qu'à désirer. Le premier critère c'est le chômage comme mode de vie. L'Europe d'après la crise s'y engouffre.

Le chômage, on peut le repérer, puisque nous nous situons dans une dimension psychique, jusque dans le travail perlé, le travail partiel. On pourrait discuter là-dessus, mais nous allons agréger au chômage les rapports au travail difficiles ou fragiles, la précarité du «poste» professionnel.

Le deuxième critère, c'est l'échec. Nous sommes dans des groupes, des quartiers, des ensembles, qui sont à la fois dans la précarité et dans l'échec. Dans l'échec

économique, qui est un échec de socialisation et de société. Un échec économique, et un échec à «diffraction» psychologique. Comment ne pas se souvenir de ces enfants d'ouvriers, d'employés, maghrébins ou sub-sahariens, ou quart mondistes, qui forcément ont des difficultés à la fois à s'identifier à leurs parents, et à émerger du post-traumatisme de ce «traitement» violent qui fut généralement fait à leurs familles.

Dans un monde, ne l'oublions pas, où, en gros, on ne parle que d'argent, de vacances, de consommation, de «niveau de vie». Crise ou pas!

Intervient ici la stigmatisation, troisième critère.

La stigmatisation est bien connue puisque tous les sociologues y insistent. Goffman n'est pas loin. Certains quartiers où on a regroupé les populations économiquement les plus fragiles, et où elles sont restées en s'enfonçant dans le chômage, sont dit on «stigmatisés». Ils sont marqués et labellisés, ils sont les images d'Epinal de l'insécurité. En France on parla de 550, puis de 1020, prudemment on se tait désormais sur les chiffres. Tous les efforts que l'on a pu faire sont en particulier en France des efforts partiels, émiettés. Ils ne sont pas suivis, on ne se donne pas les moyens d'une politique de la banlieue, des marges. Ne parlons pas de nos «banlieues d'Outre Mer»!

Cette surspécificité sociétale est une constante actuelle de la mondialisation. Nous l'avons retrouvée dans de nombreux pays, à l'état quasi génétique, en Amérique latine, dans les Dom Tom, mais bien sûr en Europe, dans les pays de l'Est. En se penchant sur les événements marquants de ces vingt dernières années, et surtout sur les personnages du drame, on va comprendre assez vite que cette surspécificité est en fait un paradigme énonciateur de la mondialisation. La jeunesse y joue un rôle clé, puisqu'elle est elle-même un facteur fort, un potentiel de promesse, mais aussi de menace et de violence. Mais on ne réalise pas ce qu'est la spécificité si on n'ajoute pas à cela ce coefficient angoisse/émotion que j'évoquais dans l'introduction. L'angoisse devant sa propre vie, devant l'effondrement de sa consistance sociale, l'émotion qu'elle peut alors engager, enfin la violence émotionnelle qu'elle peut susciter. Nous avons là un coefficient de passage à l'acte à la mesure des personnalités plus sensibles, plus fragiles, plus suscitées par le destin que d'autres, à la fois par leur histoire de vie, leur famille, leurs réussites, ces ingrédients du passage à l'acte. Car la violence en situation difficile est une réponse comme une autre. C'est une réponse extrême, qui vient à l'extrême des possibilités.

Le passage à l'acte est soit internalisé et auto-victimaire, soit externalisé et il se fait sur l'extérieur, l'école, les institutions. D'ailleurs, elles servent aussi à ça, les institutions. Ce sont des supports rêvés de l'ambivalence. J'ai toujours contesté l'idée que les institutions étaient en perte de vitesse. Elles ne sont pas en perte de vitesse, puisqu'elles sont la proie de la vindicte et de la vengeance. Elles sont bien là.

Lorsque ce passage à l'acte ne débouche pas sur une carrière violente, semi-professionnalisée, cette surspécificité va de toute manière produire, provoquer, construire une sensibilité toute particulière à l'humiliation. Nous l'avons constaté pendant trente ans sur tous les terrains sensibles, dans toutes les situations sensibles. C'est toujours l'humiliation, qui se conjugue entre la honte et la haine, qui va produire le passage à l'acte. Sinon le passage à l'acte, du moins ce retour sur soi qui va basculer chacun des acteurs du terrain dans sa névrose identitaire. Et chacun va revenir sur cette lecture émotionnelle que nous évoquions plus haut, où le moindre mot va valoir son pesant de coups. La violence est un coma émotionnel, le caisson sensoriel du passage à l'acte.

Intervenir: quelle modélisation?

La crise structurelle que nous connaissons a étymologiquement les caractéristiques de ses trois significations: danger, choix, opportunité. Toujours ce coefficient angoisse/émotion, mais qui appelle des choix et ouvre, au cœur même du problème, des opportunités. Cette crise a ainsi amené une pléthore de groupes et d'intervenants à proposer leurs services «de crise»! Et nous avons vu ces dernières années des «observatoires» se développer, l'observatoire de la violence, puis l'observatoire de la délinquance, qui d'ailleurs maintenant en viendraient à se confondre. En effet la délinquance est devenue la norme régaliennne, au service de l'état, et la recherche-action s'efface devant la répression de la délinquance et le contrôle de l'insécurité. Notons d'ailleurs que les sondages, les enquêtes de victimation, ont fait que le sentiment d'insécurité l'emporte sur les phénomènes de violence dans tous les cas de figure. Depuis l'arrivée du président Sarkozy, déjà aux rênes du ministère de l'intérieur dès les années 2000, la prévention est exclue du programme social français. Or, tout ce que nous connaissons des terrains sensibles, des problèmes sensibles - ou des «entités sensibles» puisqu'il n'y a pas que des terrains géographiques, il y a des terrains psychiques, des ethno-terrains, les communautés par exemple en sont - nous indique que nous faisons fausse route. La prévention est à présent totalement bannie du registre de l'intervention, et pourtant il faudrait y revenir car elle a fait ses preuves. Car intervenir ne peut se faire que sur un fond référentiel, un concept social pourrait-on dire d'équipement collectif.

Il y a différents types d'interventions.

L'intervention de cadrage, tertiaire, post-traumatique, qui colmate, répare les fissures et les blessures autant que faire se peut, soutient les problèmes.

L'intervention de crise, secondaire, qui se concentre sur une institution, un quartier, un groupe, leurs problèmes, et les tient, les régule, les «redresse» sur une période intermédiaire, de quelques mois à un ou deux ans.

Et puis l'intervention à long terme, primaire, que j'avais appelé l'intervention institutionnelle, une «recherche-action» institutionnalisée qui elle s'affirme véritablement comme un dispositif de prévention. Nous l'avons vue fonctionner sur des terrains, entre 1980 et 2000, et réussir.

Intervenir, si l'on devait le modéliser, mais ça ne peut pas s'appliquer comme des recettes à problèmes, on pourrait le faire à trois niveaux.

Il y a avant tout une politique de l'ordre de la prévention sociétariaire. Mobiliser une ville, sa municipalité, en lien étroit avec les instances policières, juridiques, associatives, ces groupes sociétaux qui définissent une ville, un grand ensemble, un quartier sensible. Lorsqu'elles font jonction, conjonction, lorsque les articulations s'installent, nous avons une prévention à long terme, où nous allons retrouver toujours à peu près les mêmes données et la même capacité de contention de la violence. On a pu le vérifier: parallèlement aux émeutes de Clichy-sous-Bois, il y avait des villes sensibles comme le Blanc-Mesnil, que nous connaissons bien, qui, pour cette raison de prévention sociétariaire, ont échappé en grande partie à ces mêmes grandes violences, dites «anomiques» par les renseignements généraux.

La prévention sociétariaire est une affaire qui se pense sur dix à vingt ans, parfois sur trente. J'ai entendu ce chiffre dans la bouche d'un préfet attaché à la ville de Lyon, dans les années quatre vingt dix. Mais c'est vrai que la vie politique, dans nos situations à court terme européennes et mondiales, n'est pas faite pour encourager

la patience et la ténacité! Néanmoins c'est bien cette constante qui pourrait être là aussi un paradigme de l'intervention à la fois de l'État, des institutions, mais aussi des intervenants professionnels.

Ensuite, le deuxième niveau c'est le travail en réseaux. On n'intervient pas sans réseaux. Une ville a ou non ses membranes. Pour intervenir en réseaux et avec réseaux, il convient d'investir le terrain, de repérer les décideurs, les points clés, les «portiers», les microgroupes d'opinion, en somme les haut-parleurs du social, et de l'underground urbain. Et alors travailler sur des configurations de groupes qui tiennent de ce que la première psychologie sociale et la psychothérapie institutionnelle nous ont appris, c'est-à-dire accéder à ces sous-configurations sociales latentes, sous-jacentes, qui font en fait la teneur, la vie, l'ambiance, la qualité d'un quartier.

L'intervention sur les terrains sensibles, y compris en tant que chercheur «chargé d'intervenir», voire d'intervenir avec des «praticiens chercheurs» du terrain, passe enfin par un repérage de l'autorité, à un troisième niveau. C'est-à-dire des personnes, des figures, des institutions, des repères qui imprègnent le schéma local de l'autorité, de l'histoire symbolique. Et repérer ce qu'avec Alain Vulbeau nous avions appelé l'autorisation, c'est-à-dire ces personnes, ces acteurs, adultes ou jeunes, jeunes surtout, qui sont dans l'émergence des groupes, des situations, des quartiers, de la ville. Ceux qui sont là, dans leurs choix – toujours par rapport à un problème de leadership et de figures d'autorité sociale à construire – à hésiter entre la violence et la contention de la violence. Nous retrouvons alors parfois les ressorts de la violence, et pouvons réussir à juguler l'humiliation et la haine. Réussir dans la prise en charge des quartiers, des situations, dans l'assomption d'un métier de terrain – on le voit bien avec nos masters – réclame un travail de terrain assidu et une recherche-action spécifique sur les conditions mêmes de l'intervention. Après tout, c'était bien la prétention de la recherche-action lewinienne et de la co-action morénienne que d'aller jusqu'à associer – mais je ne dirais pas seulement associer -mandater- les acteurs dans le champ même des recherches qui les concernent. C'est ce que les alter mondialistes ont appris à défendre (Cf Kurt Lewin, et Jacob Moreno).

La mondialisation nous entraîne jusque là.

Une prévention minimale, en repérant la socialisation, la sociabilité, en la développant, en la tenant au plus près des situations, avec les instances locales.

Le pointage des réseaux et le travail avec ces réseaux dans l'optique qui est toujours la même du cadrage éthique, voire moral, de l'intervention et des problèmes du terrain.

Et la reconnaissance de l'autorité, son identification, ouvrant une micro-éducation à l'autorisation, c'est-à-dire à cette opération mentale qui fait que, reconnu par quelques-uns, on devient «quelqu'un qui compte». Tout dépend si l'on compte pour le bien ou pour le mal!

Là aussi, la recherche ne nous apprend plus grand chose sur les questions de violence. Nous avons à peu près toutes les données.

Étude de cas: Les émeutes de Clichy-sous-Bois à Paris, 2005

Les émeutes de Clichy-sous-Bois, en 2005, ont été longuement discutées, reprises, analysées, avec le master «Crise, École, Terrains sensibles», et les étudiantes et étudiants qui évidemment connaissaient bien ces quartiers.

Montfermeil, Clichy, les plus connus. Il n'y a jamais de hasard, c'est bien à Clichy que s'est déroulé le problème central, pour toutes les raisons ici invoquées. Ce quartier cumule, malgré les efforts de la municipalité, un abandon de l'État, un abandon économique, un abandon institutionnel, et concentre réactionnellement l'humiliation et la haine des jeunes et des moins jeunes. Nous avons là toute la panoplie figurale de la surspécificité.

Clichy-sous-Bois, dans le scénario tout se joue en peu de temps. J'avais repris cette problématique avec des étudiants. Tout se joue entre 17 heures et 18 heures 45, 19 heures. Deux heures au plus! Deux heures qui résument toute la problématique des émeutes de Clichy, dont une heure – 17h15/18h12 – entre le moment où les jeunes se font interpellés en groupes, sur un chantier, et s'enfuient, poursuivis par la BAC, et où trois d'entre eux se réfugient dans le transformateur EDF, où le drame éclate. Ils sont brûlés. Deux d'entre eux meurent. Le troisième, survivant grièvement brûlé, se traîne jusqu'aux immeubles, «prévenir les grands frères», en évitant soigneusement notons le, le SAMU et les pompiers. Il est 18h12. La rumeur, à partir de 18h44, commence à se répandre dans la cité.

17h15. Les jeunes sont en situation «amorphe» dirait un expert. En fait ils reviennent d'un match de foot, et sont repérés par un quidam, chez lui, qui téléphone aussitôt à la police. Ce coup de téléphone va enclencher une intervention de la BAC (Brigade Anti Criminalité), la fuite des jeunes, la course et le drame. Situation «spécifique» où la police joue un rôle majeur. La rumeur peut commencer à travailler, dans la meilleure des traditions. On ne revient jamais sur ce qui s'est passé, on «raconte».

On aura, à la suite de tous ces événements, du 5 au 7 novembre, des milliers de voitures, des millions d'euros de dégâts, dans 270 villes de France. A commencer par Clichy-sous-Bois.

Nous avons trois seuils d'erreur manifeste.

Un coup de téléphone est donné par quelqu'un, il voit des jeunes qui s'agitent sur un terrain en chantier. Il est déjà dans l'interprétation insécuritaire. Il est lui-même sensible. Il téléphone et «on» prend son discours au comptant. La police l'entend au premier degré, et envoie la BAC, une unité bien repérée et spécialisée, elle-même stigmatisée. On est là dans une problématique d'interprétation violente volontaire. Ces jeunes sont nécessairement «sur» un mauvais coup. Le leurre fait le chasseur!

C'est le premier problème. Un coup de téléphone: pas de vérifications, pas d'explicitations, pas de demande d'informations, pas de repérages. L'action des jeunes- supputée délinquante, amène la réaction de la police- au meilleur de la répression. Du «réactionnel» au sens psychopathologique.

Deuxième problème. La police, oui, mais pourquoi la BAC? On aurait pu, par exemple, faire appel à la police municipale, à des agents ou des élus municipaux, envoyer des personnes moins ciblées, moins «graphées» que la BAC. Pourquoi ne pas procéder par étapes, par moments d'analyse? Ces brain storming, check up, La BAC, comme ça a été dit de multiples fois par les jeunes en bande, dans les médias, c'est une bande en elle-même, «ils se la pètent».

Je les ai vus personnellement intervenir dans un lycée professionnel à Champigny-sur-Marne: la honte, comme disent les jeunes! Pour contrôler une bagarre entre groupes d'élèves dans la cour, les policiers, passant dans la rue en voiture par le plus grand des hasards, n'ont pas hésité à sauter le portail et à maîtriser physiquement quelques jeunes, sans répondre aux injonctions de la proviseure venue sur l'événement! C'était tout à fait une invasion de bande pour en réprimer une autre.

Troisième problème. Déficit des institutions. C'est un déficit institutionnel global. Pas d'informations. Rien ne sort de la mairie. Pas de recours associatif. Pas de médiation spontanée d'acteurs ou de groupes de terrain, ce qui veut dire ou qu'ils n'existent pas, ou qu'ils sont dans l'ambivalence. Les réseaux ne fonctionnent pas. Personne ne bouge.

Nous sommes à 18h44, la rumeur se répand. 19 heures, la mèche est en feu et la rumeur court le quartier. Entre 19h30 et 20h30, 21 heures, on pourrait encore agir.

Prenons un exemple que j'ai vécu, aux Mûreaux, autre ville sensible, dans les années quatre vingt. A la suite de la mort d'un tout jeune enfant sur un chantier, écrasé par une pelleteuse, l'hypothèse d'une manifestation monstre qui aurait éventuellement dégénéré dans les quartiers là aussi sensibles semblait raisonnable. Et nous avons vu la mairie intervenir, par ses conseillers municipaux, sur le terrain, dans les cités, dans tous les appartements, auprès des associations, en leur demandant de s'y mettre. En un week-end le problème fut réglé. Une manifestation silencieuse fut maintenue, en protestation contre l'insécurité et les dangers de ce quartier «délaisser». Car effectivement, il n'y avait rien d'autre à défendre.

Revenons à Clichy. Le contexte en plus, ignoré (?) par la police et les locaux, c'est que nous sommes en plein Ramadan. Une mosquée est touchée par des gaz lacrymogènes. Situation psychologiquement difficile. Qui va s'excuser? Personne! Qui va prendre les moyens de rassembler l'opinion? Personne!

Nous avons donc trois grossières erreurs qui percutent dans ce que j'ai désigné comme le seuil d'angoisse/émotion, coefficient de passage à l'acte, démultiplié par le rapport humiliation/haine, dans ce retournement violent de ce que Théodore Lessing a appelé la haine de soi. C'est la haine de soi qui mène à cette violence anti-institutionnelle. Mais en fait elle ne vise pas l'institution en tant que telle, elle vise son manque, lorsque l'institution ne (nous) représente pas, ne représente plus. Cet ensemble d'erreurs fait que Clichy-sous-Bois, 2005, est le signe décisif, après bien d'autres, de l'entrée en guerre de la police contre les jeunes marginaux, sensibles, délinquants ou non. C'est le signe de l'entrée en guerre d'une société politiquement impuissante par ses policiers interposés, contre les «terrains sensibles». À la fois pour des raisons économiques, des positions libérales rigides, mais aussi pour cette règle que Muchembled illustre dans son livre: la violence «juvénile» doit être formatée, cadrée, et ne jamais se résoudre dans le vol, ou le meurtre (gratuit), deux figures de l'atteinte à la propriété personnelle.

Je ne pense pas pour ma part qu'il y ait un complot contre les classes laborieuses, ou contre les jeunes, classes laborieuses déclassées ; mais c'est vrai que pour «mater» les jeunes il faut ou autoriser la violence, une certaine violence, ou la déplacer et la métaboliser. Aujourd'hui, il n'y a plus de déplacements. Il n'y a plus de service militaire, il n'y a plus d'institutions officielles «traitant» de la violence, à par les sports violents, souvent éminemment respectables. On comprend mieux le rôle hooligan du football. Nous n'avons plus cette structuration qui faisait que la violence était une dimension du social pour toute la société. Elle est aujourd'hui portée et déplacée, de force, vers le travail manqué de l'institution, dans la violence institutionnelle.

Et lorsque la crise se pose et s'impose, l'ensemble implose.

Les jeunes en question montrent ce qu'ils sont, comme nous ce que nous sommes. Pas besoin de penser plus que ça aux jeunes, ils sont juste plus jeunes que les «adultes». On l'a vu dans toutes les guerres ethniques qui polarisent le monde d'aujourd'hui: la violence à l'état nu caractérise chaque groupe humain laissé à lui-même, sans règle et sans loi.

Le monde devient-il un terrain sensible? Sans nul doute!

Bibliographie

- Barreau M., coordination, 2007, Banlieues, Pain J., et alii, in Dictionnaire des inégalités scolaires, Paris, ESF.
- Benbassa E., Attias J.C., 2008. La haine de soi. Difficiles identités, Paris, Complexe. Cf Lessing T., 1990, La haine de soi, ou le refus d'être juif, Paris, Berg.
- Chauvel L., 1998, Le destin des générations, Paris, PUF.
- Davis M., 2006. Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global, Paris, La Découverte.
- Goffman E., 1975, Stigmate, Paris, Minuit.
- Mendel G., 2002, Une histoire de l'autorité, permanences et variations, Paris, La Découverte.
- Munchembled R., 2008. Une histoire de la violence. Paris, Seuil.
- Pain J., Degois M.P., Le Goff C., 1999. Banlieues: les défis d'un collège citoyen, Paris, ESF.
- Pain Jacques, 1993. La pédagogie institutionnelle d'intervention, Vigneux, Matrice.
- Pain, Jacques, 2003. La société commence à l'école, Vigneux, Matrice.
- Pedrazzini Y., 2005. La violence des villes, Paris, Alliance des Editeurs Indépendants.
- Rifkin J., 2000. L'âge de l'accès, Paris, Syros-La Découverte.
- Stiglitz J.E., 2003, Quand le capitalisme perd la tête, Paris, Arthème Fayard.
- Vulbeau A., 2007. L'approche sensible des quartiers sensibles, in Familles et quartiers sensibles, n°141, Paris.
- Vulbeau A., Pain J., 2003. L'invention de l'autorité, Vigneux, Matrice.
- Ziegler J., 2005, L'empire de la honte, Paris, Arthème Fayard ; 2008, La haine de l'occident, Paris, Albin Michel.